

Le temps long de la *Révolution*

L'élection d'Emmanuel Macron a confronté les commentateurs de la vie politique à une situation inédite. Qu'ils soient journalistes, responsables politiques ou chercheurs en sciences sociales, la très grande majorité d'entre eux – l'auteur de ces lignes y compris – n'avait pas cru possible sa victoire lors de la présidentielle. Les raisons avancées divergeaient. Pour certains, c'était son absence de parti – et donc de personnes directement mobilisables pour mener concrètement une campagne. Pour d'autres, c'était l'absence de ressources évidentes : une campagne coûte cher, et le candidat ne semblait pas pouvoir s'appuyer sur les ressources classiques – le financement public des partis politiques en premier lieu. Certains encore mettaient en avant le fait qu'il n'avait jamais été élu – et manquait donc d'une légitimité politique classique. D'autres enfin rappelaient la logique des institutions, qui favorise le bipartisme¹.

À notre décharge, nous n'étions pas les seuls à être sceptiques. Parmi les plus enthousiastes soutiens du président,

1. Pour un résumé lucide des aveuglements des politistes français, voir l'introduction de Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron. Sociologie d'une entreprise émergente*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

bien peu imaginaient un tel résultat. Des membres de l'équipe de campagne rencontrés régulièrement au cours de l'année électorale s'interrogeaient à haute voix sur les chances d'une telle initiative. Lors d'un entretien réalisé après l'élection, un militant de la première heure résumait en quelques mots un état d'esprit largement partagé : « Mais ce que je savais pas à l'époque, c'est que... Que mes amis du secteur financier et des Batignolles de Paris trouvent ça formidable, ça ne m'étonnait pas du tout. Je ne savais par contre pas si la France était prête à élire Macron. Ça j'en avais aucune idée¹. »

Si les spécialistes ont vu leurs pronostics déjoués, et si les soutiens ont vu leurs espoirs les plus irréalistes advenir, c'est que, du point de vue de la politique, l'année 2017 a été atypique. L'élection en mai d'un président de moins de 40 ans, jamais élu auparavant, en est certainement le symbole le plus évident. La victoire massive aux législatives de juin d'un parti créé depuis moins d'un an est aussi souvent citée. Un trait tout aussi remarquable au regard de l'histoire des campagnes politiques, mais moins souvent commenté, est que dans un cas comme dans l'autre les débats ont largement porté sur le champ politique. Plus que d'habitude, et probablement plus que jamais au cours de la V^e République, la question de la carrière politique des élus a, en effet, été un thème de campagne saillant.

Cela tient bien évidemment à l'accent mis par Emmanuel Macron et ses équipes sur ce thème. Dès le printemps 2016, le toujours ministre de l'Économie invitait à « déverrouiller » le champ politique, un système tenu par une « caste ». Peu après son départ, celui qui n'était pas encore candidat égrenait ses propositions pour rendre la politique plus accessible et ouverte aux « talents ». Une fois officiellement entré dans

1. Entretien avec un primo-député, cadre bancaire, 8 mars 2018.

l'arène, il n'hésiterait pas à revendiquer publiquement et régulièrement son « inexpérience politique ». Son ouvrage programme, publié en novembre 2016 et intitulé *Révolution*, appelait les profanes à reprendre le pouvoir aux professionnels. L'élection passée, il inviterait ses troupes à embrasser cette identité, à être « fiers d'être des amateurs ».

En temps normal, une telle affirmation n'aurait eu que peu de chances d'être couronnée de succès. Pas en 2017, où le retournement du stigmate a fonctionné. En tant que marqueur d'extériorité au champ politique, l'inexpérience a pu être brandie comme un étendard dans un contexte de forte dénonciation des professionnels. Surprise supplémentaire : le candidat Macron a pu se présenter comme extérieur au champ politique, alors même qu'il n'avait pas une carrière très différente des personnes qu'il voulait remplacer. Comprendre comment une telle situation a pu se produire implique de combiner deux éléments, qui correspondent à deux temporalités. L'une est immédiate, et se trouve dans la campagne électorale – celle menée par Macron, et par les autres candidats. La manière dont s'est déroulée cette année électorale, avec ses aléas et ses dynamiques propres, a fait qu'un candidat longtemps sous-estimé par les états-majors des partis opposés s'est retrouvé à faire la course en tête. Une fois dans cette position, il a pu imposer ses propres thématiques dans le débat public – dont celle de l'opposition à la professionnalisation de la politique, et ainsi renforcer son avantage.

Mais sans une série de transformations plus structurelles à l'œuvre dans le champ politique depuis des années, cette critique n'aurait sûrement pas été audible. C'est là qu'intervient le deuxième ordre d'explications. Depuis quatre décennies environ, les modes d'accès à la politique nationale avaient connu une profonde mutation, souvent rapidement décrite comme une « professionnalisation ». En particulier,

Les candidats

les candidats aux positions électorales nationales devaient passer de plus en plus de temps en politique avant d'accéder à des positions nationales. Ce mouvement touchait d'ailleurs tous les partis, qu'ils soient de droite ou de gauche, de gouvernement ou non. C'est cette trame de fond qui a rendu l'accusation anti-professionnels aussi efficace en 2017.

UNE BRUTALE RECONFIGURATION

2017, campagne atypique ?

La campagne de 2017 a été décrite à l'envi. Universitaires, journalistes, commentateurs politiques : nombreux sont ceux qui ont contribué à produire un récit de la période qui a vu Macron arriver au pouvoir en mettant l'accent sur les circonstances exceptionnelles dont a bénéficié le candidat. Il faut dire que si les campagnes sont toujours l'objet d'imprévus, elles aboutissent en revanche souvent à des résultats relativement prévisibles. Or, celle-ci fut plus incertaine¹.

L'histoire est connue. François Hollande, le président de la République sortant, aurait en temps normal été un candidat évident à sa propre succession. Son mandat a certes été difficile, marqué par des attentats sanglants, un chômage toujours élevé, ainsi que des réformes à la fois impopulaires et perçues comme limitées. Il a aussi vu la seconde moitié

1. En France, deux ouvrages aux approches décalées ont réuni des contributions de politistes sur le sujet. Voir Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017 ; et Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron, op. cit.*

Le temps long de la Révolution

de son quinquennat fragilisée par des oppositions internes à son propre camp. Sa proposition d'inscrire la déchéance de nationalité pour les personnes condamnées pour acte terroriste a donné lieu à d'importantes controverses au sein de la gauche. Par la suite, une loi hétéroclite destinée à modifier certains points du Code du travail (dite « Loi travail ») a donné lieu à d'importantes mobilisations sociales, dont la répression parfois brutale a accéléré le divorce entre le Parti socialiste, ses alliés de gauche et une partie de ses électeurs. En filigrane de ces tensions, une mobilisation parlementaire aussi inédite que forte, la « Fronde », a eu lieu. Elle a largement participé de l'érosion de son statut de leader naturel au sein du Parti socialiste comme au sein de son électorat. Le 1^{er} décembre 2016, après avoir été contraint d'accepter le principe d'une primaire dans son propre camp, il a renoncé à sa candidature pourtant préparée depuis son entrée en fonctions.

Les primaires en question n'ont, autre élément, pas produit l'effet politique qu'elles avaient pu avoir par le passé quand elles avaient su rassembler le parti, et au-delà, autour du candidat. Elles ont en effet abouti à la nomination du candidat le plus marqué à gauche. Militant de longue date, ancien dirigeant du Mouvement des jeunes socialistes, l'organisation de jeunesse du parti, et acteur central de la « Fronde », Benoît Hamon était aussi le chef de file d'un courant interne du PS – Un monde d'avance –, identifié à des prises de position en décalage par rapport au positionnement social-libéral qui avait été celui du PS depuis au moins une décennie. La même dynamique s'est produite à droite. Là, ce mode de désignation inédit avait été retenu pour départager trois candidats, qui chacun disposaient d'une assise partisane solide : l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy et deux anciens Premiers ministres, Alain Juppé et François

Fillon. La primaire, qui fut ouverte à tous comme celle de la gauche, vit plus de 4 millions d'électeurs venir départager les candidats. Au second tour, en novembre 2016, François Fillon l'emportait largement sur Alain Juppé, après que Nicolas Sarkozy eut été éliminé au premier. Là encore, si le recours à une échelle gauche-droite fait sens, le candidat vainqueur était celui qui occupait le positionnement le plus éloigné du barycentre électoral du parti, tant Fillon avait fondé sa campagne sur des valeurs d'ordre, de morale et de rigueur budgétaire qui outrepassaient largement les positions médianes du parti.

Le résultat des primaires de gauche comme de droite était favorable à Macron, en lui évitant d'avoir un concurrent proche. Par ailleurs, le candidat de gauche sera rapidement abandonné par une partie de son parti, et celui de droite en peine de simplement mener sa campagne. La révélation de soupçons d'emplois fictifs que François Fillon aurait octroyés à sa femme en tant que député va peser sur sa campagne. Après le 25 janvier, quand sont publiées les premières révélations dans *Le Canard enchaîné*, pas une semaine ne passera où des informations ne viendront empêcher la marche normale de sa campagne. Ses points presse, ses interactions de terrain seront tous accaparés par ce sujet, l'empêchant par là même de présenter son programme. La situation est d'autant plus compliquée que François Fillon s'était explicitement présenté comme un homme rigoureux, soucieux de la dépense publique. Le héraut de la probité voit alors un de ses principaux arguments, son intégrité, remise en cause semaine après semaine. Malgré les pressions croissantes dans son camp, Fillon restera le candidat de la droite et du centre, pendant qu'une partie de ses soutiens comme de son électorat se déportait vers Emmanuel Macron.

À trop se focaliser sur les circonstances externes qui ont facilité la candidature d'Emmanuel Macron, on risquerait toutefois de ne pas voir toutes les actions – les siennes et celles de son équipe – qui ont rendu ce résultat possible. Car loin d'être simplement le produit de circonstances, la plausibilité de la candidature Macron tient tout autant à la manière dont le candidat et son équipe ont construit sa candidature, dont ils l'ont ajustée à ces circonstances – voire ont pu les provoquer. De ce point de vue-là, la campagne de 2017 redevient bien moins anormale, avec la mise en place de stratégies finalement classiques.

Les débuts de la campagne de Macron sont souvent datés du printemps 2016. En avril de cette année, il crée un micro-parti destiné à promouvoir son action, En marche ! Il justifie cette action auprès des dirigeants socialistes comme une manière d'apporter un soutien à la future campagne du président sortant, décrit son mouvement comme un « parti satellite du Parti socialiste » plutôt que concurrent. Dans le même temps, l'organisation de la campagne débute. En juin, En marche ! décide de lancer une « Grande marche ». Ses militants, reconvertis en enquêteurs improvisés, sont envoyés recueillir les préoccupations des Français *via* des questionnaires. Les résultats sont ensuite traités quantitativement, dans le but affiché de révéler l'état profond du pays.

La démarche relève d'une stratégie classique de parti politique qui, avant de se lancer en campagne, propose une consultation. C'est d'autant plus vrai qu'en l'absence d'implantation locale, elle permet d'apporter une réponse aux critiques qui ne manqueront pas de survenir quant à l'absence de connaissance du terrain du candidat Macron. La campagne, menée à l'été 2016, est mâtinée d'une touche technologique destinée à souligner la modernité du candidat. Les réponses, de longs blocs de texte, sont ensuite traitées

Les candidats

avec une société privée de marketing. Paradoxalement au vu de la débauche d'énergie demandée, les résultats seront très peu publicisés. Ils importaient finalement moins que ce qu'elle permettait de dire, ou de faire. La communication qui entoure l'événement estival est en effet crucial, car elle justifie l'absence de programme. La grande marche permet aussi, et surtout, de créer rapidement une structure partisane. Par ce biais, le parti commence à recruter des militants locaux, qui pourront ensuite être mis à contribution pour d'autres tâches.

Ces opérations ont été rendues possibles par les ressources économiques dont a pu disposer, très tôt, le candidat Macron. C'était là un des handicaps souvent pointés par les chercheurs au début de sa campagne. N'ayant pas pris part aux campagnes précédentes, et en particulier aux législatives, Macron ne pouvait bénéficier du financement public que recevaient la plupart de ses concurrents. Certes, il existe des limites assez strictes au financement des campagnes en France, surtout en comparaison avec les États-Unis des années 2010. Les principaux partis avancent toutefois près de 20 millions d'euros chacun à leur candidat¹ : la barrière d'entrée dans une campagne électorale est donc haute pour toute personne qui voudrait s'engager sans soutien partisan². Les dons ne sont pas tout. Les financements publics sont une source essentielle – de gage pour les prêts bancaires, ou d'avance de trésorerie. Là encore, l'équipe du « pas encore candidat » était déjà au travail dès le mois d'avril 2016

1. Julia Cagé, *Le prix de la démocratie*, Paris, Fayard, 2018.

2. Et ce d'autant plus que les règles de financement interdisent les donations massives en limitant à 7 500 euros par personne et par an les versements individuels. Destinée à empêcher l'intrusion des intérêts économiques dans le cadre de l'élection, cette règle en vigueur depuis les années 1990 doit empêcher la conversion directe du capital économique en capital politique.

pour collecter des premiers fonds¹. Les « Macron Leaks », ces courriels subtilisés à la campagne par des hackers et publicisés à deux jours du second tour, ont donné à voir la stratégie très efficace mise en place pour parvenir à constituer un fond de trésorerie.

Avec succès, puisque plusieurs séries de dons significatifs sont venues très tôt abonder ses caisses, ce qui a permis de lancer plusieurs initiatives. Dès la fin de l'année 2016, le mouvement a recueilli près de 5 millions d'euros de dons privés (soit moins que les 7,5 millions des Républicains, mais bien plus que le PS). D'autre part, les compétences en termes de fiscalité des particuliers des membres de la campagne seront rapidement mises à profit. Ils alertent tôt sur le fait que le code électoral autorise des donations par année civile, dans la limite de 7 500 euros annuels. À cela peut s'ajouter un don de 4 600 euros à la campagne, en 2017. En moins d'un an, il est donc possible de donner près de 20 000 euros – dont 66 % seront déduits des impôts. Comme le note Rémi Lefebvre, « au total, plus de 10 millions d'euros ont été récoltés auprès de particuliers », une somme que beaucoup de partis français lui envieraient².

Comme les autres partis, celui de Macron va aussi rédiger un programme. Cette activité n'est pas immédiatement visible, car pendant plusieurs mois le candidat Macron refuse l'idée même d'un programme. La volonté affichée de sortir des cadres classiques du champ politique l'amène à refuser ce qui en est l'un de ses symboles. Il va jusqu'à

1. Michel Offerlé, « “Les patrons” ou “des patrons” avec Emmanuel Macron. Capitaux entrepreneuriaux et capital politique », in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron*, op. cit.

2. Rémi Lefebvre, « Les députés En marche ! issus du Parti socialiste. Sociologie d'une migration partisane », in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre, *L'entreprise Macron*, op. cit.

exprimer ce rejet très explicitement, affirmant qu'« un programme avec 300 mesures, ça n'a aucun sens » ou encore « je suis désolé de vous le dire, mais on se fout des programmes »¹. Un programme est toutefois en train d'être construit, silencieusement. À partir de propos parus dans la presse mais surtout des « Macron Leaks », Raphaël Cos a retracé les étapes et identifié les acteurs de la construction du programme du candidat². La dénégation répétée de l'intérêt du programme apparaît alors bien intéressée, tant il est vrai que dès la moitié de l'année 2016³, une équipe est chargée de sa rédaction. Leur rôle est, très classiquement, d'enrôler des experts qu'ils iront chercher dans la haute fonction publique et dans certains *think tanks*. Les courriels consultés montrent que la mobilisation a porté ses fruits, et qu'autour d'une petite équipe, ce sont des dizaines de personnes qui ont contribué *via* la production de notes à la mise en forme d'idées. De sorte que, en février 2017, c'est un programme de facture très classique par rapport au « genre programmatique » contemporain⁴ qui est présenté. Il est même, ironiquement, plus étoffé que celui de ses prédécesseurs : Cos et ses collègues ont ainsi décompté 380 propositions, contre 162 pour Sarkozy en 2012, et 264 pour Hollande en 2012.

1. RTL, 1^{er} décembre 2016.

2. Raphaël Cos, « De la dénégation du programme à la baisse de la fiscalité du capital. Aspects de la mobilisation programmatique d'En marche ! », in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre, *L'entreprise Macron*, *op. cit.*

3. Dès le mois d'avril, j'ai eu vent de la constitution d'un petit groupe autour du futur conseiller programme du candidat (notes de terrain, 23 avril 2016).

4. Karim Fertikh, *L'invention de la social-démocratie allemande. Une histoire sociale du programme de Bad Godesberg*, Paris, Éditions de la MSH, 2020.

Le temps long de la Révolution

En moins d'un an, celui qui n'était « même pas un outsider¹ » est devenu un candidat plausible, puis a été élu président. La solution à cette énigme politique se trouve dans la rencontre entre des circonstances particulières et les ressources propres d'un individu économiquement et socialement doté, auquel une classe mobilisée autour de sa candidature donnera beaucoup². La dynamique favorable qui enclenche la rencontre va progressivement crédibiliser sa candidature. Si les premiers sondages sont plutôt mauvais, ils s'améliorent à l'automne. Scrutés par tous les observateurs, ils participent de la modification du statut du candidat à travers le temps, et à travers eux, de sa capacité d'influence sur le champ politique. Après une période d'attente patiente, les ralliements se multiplient à partir de janvier, et surtout à partir de mars où députés des deux partis comme ministres en poste soutiennent officiellement le candidat.

Réalignements

Comprendre le succès de Macron impose de penser les dynamiques entre l'action (individuelle et collective) et la structure politique dans laquelle elle s'inscrit. Une telle analyse, qui n'est rien d'autre qu'une approche en termes de champ telle que théorisée par Pierre Bourdieu, présente un double avantage. D'une part, elle évite de succomber tant à une vision de l'histoire comme accident qu'à l'illusion héroïque, ces écueils opposés de l'analyse rétrospective en

1. Selon l'expression de Philippe Riutort, Pierre Leroux, « Emmanuel Macron, une increvable bulle médiatique et sondagière ? », in Bernard Dolez, Julien Fretel, Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron*, op. cit.

2. Rappelant une fois de plus l'adage bien connu, selon lequel il faut beaucoup de capital pour faire une révolution.

sciences sociales. D'autre part, elle permet de saisir comment un *outsider* a pu progressivement imposer son rythme au reste du champ politique, chacune de ses actions requérant une réaction de la part de ses concurrents. C'est à condition de comprendre comment Macron est devenu un *nomothète*, ce prescripteur de normes par rapport auquel il convient de se positionner, qu'on peut comprendre comment il s'est imposé comme un recours plausible, puis évident, après avoir été largement ignoré.

Après l'élection, E. Macron change de statut et les discussions sont largement structurées autour de ses propositions, voire de sa personne. Ce phénomène classique depuis l'alignement des élections présidentielle et législatives en 2002 est ici fortement accentué. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'usage qui est fait de son nom, de son image ou de son parti lors de la campagne législative. Comme à l'habitude, on trouve des candidats qui affichent leur soutien, qu'ils aient été investis ou non par le parti présidentiel, et ce quel que soit leur bord. Cela vaut bien sûr pour des personnes qui, peu connues, tentent de tirer profit de l'image d'un président et sur la dynamique de l'élection.

En 2017 toutefois, les inscriptions « avec la majorité présidentielle » ont été bien plus nombreuses qu'à l'habitude sur les affiches de campagne. Dans certains cas, elles ornaient les affiches d'une demi-douzaine de candidats d'une même circonscription. Les reprises de la charte graphique ou des couleurs du parti présidentiel furent aussi monnaie courante. Les deux images ci-dessous donnent à voir un concentré de ces emprunts : le slogan a été détourné, tout en conservant pour l'un des candidats la police d'écriture distinctive du parti. Le bleu prédomine et le logo du parti est souvent minimisé, voire supprimé. Les professions de foi et les programmes sont à l'avenant, qui annoncent que

Le temps long de la Révolution

le candidat « soutiendra » ou « travaillera à faire réussir » le nouveau président.



Affiches de campagne lors de l'élection législative de 2017

La situation serait finalement classique si le phénomène n'était pas si massif, et si des responsables de premier plan d'autres partis politiques n'avaient pas mis en place cette même stratégie. Pour eux, impossible de faire oublier qu'ils ne sont pas du même parti, voire qu'ils ne sont pas des soutiens de la première heure. Certains ont parfois combattu publiquement le désormais président. Leurs affiches ressemblent pourtant à celles qu'on vient d'évoquer. Le cas le plus net est celui de l'ancien Premier ministre socialiste, Manuel Valls. Dans sa ville d'Évry, en banlieue parisienne, il doit mener une campagne disputée pour reconquérir son siège de député. Opposant régulier à E. Macron quand ce

Les candidats

dernier était son ministre de l'Économie, il a souvent tenté de s'en démarquer, comme, lorsqu'en tant que chef de gouvernement, il a essayé de limiter ses marges de manœuvre. Cela ne l'empêche pas de concourir avec une affiche très proche de celle des candidats de La République En marche, sur laquelle on peut même lire « Majorité présidentielle ». Toujours ministre de la Santé, la socialiste Marisol Touraine est allée encore plus loin. Son affiche de premier tour comme le reste de sa propagande électorale mentionne explicitement le nom du président, indiquant ainsi un soutien dont on ne sait pas s'il est réciproque. Le bleu des affiches de La République En marche le dispute au jaune du logo du parti, deux couleurs assez éloignées de celles du Parti socialiste. D'ailleurs, sur son affiche comme sur celle de Valls, le logo du parti a disparu.



Affiches de campagne lors de l'élection législative de 2017

Le temps long de la Révolution

Rare, une telle situation n'est toutefois pas inédite, même sous la V^e République. Elle ressemble même à celle qui avait prévalu lors du retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958. Dans un contexte de tensions militaires et de guerre civile potentielle, le président du Conseil avait rappelé le général auréolé de son action dans la Résistance. Après le référendum de septembre qui validait le changement de régime, des élections avaient eu lieu en novembre. Si de Gaulle ne s'était que peu impliqué dans celles-ci, l'aura de celui-ci comme le discrédit des dirigeants politiques du régime défunt avaient poussé les candidats aux législatives à mettre à distance les étiquettes politiques, et tenter de mettre en avant leur proximité avec le général. Certains avaient effacé les logos de leurs affiches, d'autres adopté la charte graphique. Et quand il était impossible de masquer un statut d'opposant, ils mettaient en avant les enjeux locaux du scrutin. Plutôt que leur appartenance politique, leurs professions de foi mettaient l'accent sur leur biographie. Le métier d'origine, censé démontrer une inscription hors du champ politique, est alors longuement commenté quand bien même il n'aurait pas été exercé depuis longtemps. Comme l'a écrit Brigitte Gaiti, lors des législatives de 1958, « tout le monde ou presque s'abrite derrière le paravent gaulliste et tente de jouer ailleurs, sur la dénonciation des autres comme professionnels de la politique, et sur des présentations de soi moins directement politiques¹ ».

Tous ces éléments montrent que le succès ne fut l'œuvre ni de la chance seulement ni uniquement de la compétence d'une personne mobilisée en vue de son succès. L'un et

1. Brigitte Gaiti, « “Syndicat des anciens” contre “forces vives” de la nation. Le renouvellement politique de 1958 », in Michel Offerlé (dir.), *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 286.

l'autre aspect sont indéniables, mais insuffisants pour rendre compte de ce qui s'est produit – à savoir la désorganisation partielle du champ politique, puis sa brutale restructuration autour d'Emmanuel Macron. Il est, en quelque sorte, devenu ce « prophète » décrit par Max Weber dans ses travaux sur la religion : cette figure finalement pas si différente des autorités établies – dont le prêtre – mais dont le discours remet en cause l'orthodoxie.

Macron dispose en effet des titres légitimés qui font de lui un présidentiable, certes jeune, mais tout à fait plausible aux yeux de nombreux commentateurs et soutiens. Ancien élève de Sciences Po, énarque, ancien membre de la prestigieuse inspection des finances, il a un parcours finalement très classique, quoiqu'un peu plus rapide qu'à l'ordinaire. Mais dans le même temps, il revendique une distance, qui lui permet de tirer profit de la critique de ce système qu'il maîtrise et dont il est le produit. Engagé dans la course présidentielle sans parti, et même hors des partis, il ne peut se revendiquer de ceux-ci. Faisant de nécessité vertu, il va alors les mettre à distance, organisant ainsi sa « présomption d'extériorité¹ ». Doté de tous les titres nécessaires pour crédibiliser son entreprise mais pas souillé par son rattachement à un « système » qu'il connaît pourtant de l'intérieur, le jeune présidentiable apparaît alors comme la réalisation d'une combinaison impossible. Tout au long de la campagne, Macron a subtilement joué sur la mise en avant de ces deux propriétés normalement inconciliables, mais qui réunies lui ont assuré un statut d'homme providentiel.

1. Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2006, p. 11.

Le temps long de la Révolution

Le moment populiste des élites françaises

Comme en 1958, le succès de la campagne de Macron s'est inscrit dans un contexte plus large de dénonciation des élites politiques qui va permettre au discours anti-professionnels de fleurir. Le discrédit du régime de la IV^e République d'un côté, la protestation contre la « caste » au pouvoir ont permis aux « forces nouvelles » de porter bien au-delà de ce qui aurait été possible dans d'autres circonstances. Il s'inscrit aussi dans un contexte international où, depuis une décennie au moins, les appels à déloger l'élite au pouvoir s'étaient multipliés.

Les élections de 2017 s'inscrivent en effet à la suite d'une série d'autres qui ont vu la victoire de candidats qui ont mené campagne sur le thème d'un changement radical, et avant toute chose d'un changement de personnel politique. C'est bien sûr le cas de la Grande-Bretagne, qui a vu en juin 2016 la victoire du « Leave » lors du référendum sur l'avenir du royaume dans l'Union européenne. C'est tout aussi évidemment le cas du succès de Donald Trump lors de l'élection de novembre 2016. On l'a dit, la grande partie de sa campagne de 2016 portait sur des critiques contre la classe politique en place. Au sein de son parti d'abord, pendant la primaire républicaine, où il a multiplié les attaques contre ses adversaires. Jeb Bush évidemment, fils et frère d'anciens présidents, qui s'est vu reprocher son inscription dans une dynastie qui a selon Trump participé du déclin du pays. Les sénateurs Ted Cruz (Texas) et Marco Rubio (Floride), ses principaux adversaires à la primaire, n'ont pas non plus été épargnés. Une fois la nomination acquise, il s'est explicitement attaqué à « Washington », métonymie du pouvoir politique et objet de sa critique. Avec son slogan

« *drain the swamp* » [assécher le marais] et sa proposition de limiter le nombre de mandats qu'un législateur peut faire, il a mené une campagne en outsider du champ politique.

¡Que se vayan todos! [Qu'ils s'en aillent tous !] Ce slogan né en Argentine lors des mobilisations contre la classe politique, au moment de la crise de la dette qui plongeait le pays dans le chômage et la pauvreté ne serait pas renié par ces partis, qui revendiquent un changement massif du personnel politique, vu comme corrompu, incapable, ou les deux. Ces revendications se sont multipliées à travers l'Europe après 2010. À gauche, elles permettent l'irruption d'un parti comme Podemos. Dans la lignée du mouvement Indignados, le mouvement né à Madrid réclamait le départ des responsables politiques espagnols au pouvoir, impliqués dans de trop nombreux scandales de corruption et de mauvaise gestion. À droite aussi, avec la coalition portée par Matteo Salvini de la Ligue du Nord, et soutenue par le Mouvement Cinq Étoiles de Luigi di Maio – deux partis qui se sont autodéclarés « anti-système ». Ensemble, ils avaient remporté les élections italiennes de mars 2018.

À première vue, tout sépare En marche ! de ces mouvements qui ont pris le pouvoir dans différents pays. Socialement et économiquement libéral, le parti défend des positions en apparence opposées à la plupart de ces partis qui pour certains ont plaidé pour le protectionnisme, d'autres pour la préférence nationale. Il s'y est même, à plusieurs reprises, explicitement opposé. « Populiste », lors de la campagne de 2017, fut une insulte utilisée par En marche ! pour s'opposer à deux de ses concurrents directs – le Rassemblement national (RN) de Marine le Pen et La France insoumise (LFI), de Jean-Luc Mélenchon. L'opposition fut même théorisée par deux proches du président quelques mois après la présidentielle. Dans un ouvrage

Le temps long de la Révolution

destiné à énoncer les principes d'une philosophie centriste, les auteurs défendaient l'idée que l'opposition principale se situait non entre la « droite » et la « gauche » (que Macron prétendait transcender), mais entre le « populisme » et le « progressisme »¹.

Il semble pourtant qu'En marche ! ait largement bénéficié des mêmes conditions qui ont porté ce « mouvement populiste » au tournant des années 2010. On trouve là encore l'illustration de la situation décrite précédemment, où Macron et ses équipes ont habilement mis à profit une situation qui les dépassait largement. L'exemple le plus clair en est certainement la critique de la « professionnalisation politique » portée par pendant toute la campagne En marche !, et qui n'est jamais qu'une forme plus polie de la dénonciation globale des « sortants », souvent reprise par ces partis dits populistes. Difficile de ne pas voir comment l'humeur « populiste » tant critiquée par En marche ! et contre laquelle le parti s'est posé en rempart, l'a finalement bien servi.

On peut même aller plus loin, et souligner que le parti est un représentant certes atypique, mais finalement pas si différent, de cette espèce contre laquelle il prétend lutter. Il faut, pour cela, plonger dans les définitions qui sont données de ce phénomène. Le terme de populisme est, de l'avis même de son principal promoteur Cas Mudde, un terme conflictuel. Il est souvent utilisé comme une insulte plutôt que comme un adjectif descriptif, et sert surtout à désigner un autre qui se retrouve paré de propriétés floues, mais toutes négatives².

1. David Amiel, Ismael Emelien, *Le progrès ne tombe pas du ciel. Un manifeste*, Paris, Fayard, 2019.

2. Cas Mudde, Cristóbal Kaltwasser, « Populism », in Michael Freeden, Lyman Tower Sargent, Marc Stears (dir.), *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, Oxford University Press, 2013.

Si on tente de lui donner un contenu positif, plusieurs traits ressortent. D'abord, si on suit Mudde, le populisme serait une idéologie « fine », c'est-à-dire fongible dans des discours idéologiques très différents – pro ou antimarchés, pro ou anti-immigrants. La longue liste de partis et de situations « populistes » montre bien l'absence de corpus idéologique un tant soit peu partagé.

Trois propriétés semblent toutefois ressortir de la comparaison entre les différents mouvements régulièrement désignés ainsi. La première est une situation de personnalisation du pouvoir politique. Les mouvements populistes, selon Mudde et ceux qui s'inscrivent dans son sillage, ont en commun de mettre en avant une personne plutôt qu'une organisation, d'individualiser la politique. Souvent, la figure est un leader charismatique (i). La seconde est un rejet des élites en place. Celles-ci peuvent être les élites économiques et financières, comme dans le cas des mouvements de type Occupy Wall Street, ou des élites politiques. La tendance au « dédagisme », autre terme fréquemment convoqué, est forte (ii). La troisième propriété est la mise en avant de la « volonté collective » ou même de la « sagesse du peuple » comme principe de décision, plutôt que la démocratie représentative. Cette dernière est considérée comme à l'origine de nombreux maux (capture du pouvoir, oligarchie) que le retour à la décision populaire est censé pallier (iii).

Si on accepte, ne serait-ce que temporairement, cette définition, il semble difficile de nier à En marche ! un caractère de mouvement populiste, au moins contrarié. On l'a vu, le mouvement s'est en effet organisé autour de la personnalité d'Emmanuel Macron. L'adhésion qu'il a su générer chez une partie de l'électorat comme chez les personnes qui pouvaient porter sa candidature le rappelle. Le refus pendant de long

Le temps long de la Révolution

mois de porter un programme en est un autre signe, d'autant plus fort que l'histoire nous enseigne que la bataille pour l'imposition des programmes dans les campagnes électorales de la fin du XIX^e siècle avait, justement, pour but de dépersonnaliser les luttes électorales¹. La généralisation de cette technologie démocratique fut une demande des républicains contre les notables qui voulaient concourir sur leur nom, et donc sur leur réputation. Mais il y a plus : Macron a revendiqué la position d'homme providentiel. Il a esquissé un parallèle entre lui et Jeanne d'Arc en mai 2017, évoquant « un rêve fou qui s'impose comme une évidence² ». Réitérant ses critiques contre les programmes, il déclarait en février de cette même année que « c'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne [...] la politique, c'est mystique ». Il assurait alors vouloir « tresser [ensemble] l'intelligence et la spiritualité », avant d'assumer à demi-mot un peu plus loin la « dimension christique » de son action³.

Le rejet des élites politiques, deuxième point de la définition, fut aussi très présent – au moins dans sa version limitée aux élites politiques en place. La charge menée contre la « professionnalisation de la politique » durant l'une et l'autre campagne est un point sur lequel on a suffisamment insisté pour qu'il ne soit besoin d'y revenir. La critique est certes limitée, car elle ne porte pas plus généralement sur le champ du pouvoir – une lecture cynique ferait dire que cela serait trop dommageable pour un parti qui a justement

1. Éric Phélippeau, *L'invention de l'homme politique moderne. Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin, 2002.

2. Cité in Vincent Martigny. « À gauche, la fin de la synthèse social-démocrate », in Pascal Perrineau (dir.), *Le vote disruptif...*, op. cit., p. 50.

3. Interview d'Emmanuel Macron, *Journal du dimanche*, 12 février 2017, cité in Sylvie Strudel, « Emmanuel Macron : un oxymore politique ? », in Pascal Perrineau, *Le vote disruptif...*, op. cit., p. 209.

recruté chez les élites sociales et économiques – mais elle ne fut pas moins forte.

Finalement, il n'est que la démocratie représentative qui ait été épargnée, au moins formellement. L'inscription dans les cadres institutionnels de la V^e République du parti ne fait aucun doute, comme ne fait aucun doute la valorisation des élections comme méthode d'expression démocratique (on pourrait objecter que c'est aussi le cas pour beaucoup de partis dits populistes). Mais même si on concède cela, force est de constater que, de ce point de vue, Macron et ses équipes ont été ambivalents. Car la démocratie représentative n'est pas qu'une série de cadres légaux, elle est aussi une série d'institutions qui assurent les interactions entre les citoyens et la vie politique. Or, la critique des partis comme des corps intermédiaires portée par En marche ! pourrait y être rattachée. Macron ne disait pas autre chose quand il évoquait ce refus de médiation formelle, qu'on trouve chez beaucoup de responsables ainsi qualifiés : « Si être populiste, c'est parler au peuple sans passer par le truchement des appareils, je veux bien être populiste¹. »

On pourrait discuter longuement du caractère populiste des revendications qui ont porté Macron et son parti au pouvoir en 2017. On l'a dit, le terme est finalement assez flou et sert plus souvent les procès en disqualification politique qu'il n'apporte vraiment un surcroît d'intelligibilité. On pourrait aussi remarquer que le peuple auquel il fait référence n'est pas celui qu'ont en tête les théoriciens du populisme. Évoquer un temps la proximité d'En marche !

1. « Appelez-moi populiste si vous voulez », *Le Journal du dimanche*, 18 mars 2017. En ligne : https://www.lexpress.fr/actualite/politique/lrem/emmanuel-macron-veut-bien-etre-qualifie-de-populiste_1890623.html [consulté le 13 août 2020].

Le temps long de la Révolution

avec ce que ce parti construit comme son double négatif permet en revanche de rappeler qu'on ne saurait ériger le parti en alternative au populisme. Tout au plus en a-t-il été une forme dévoyée, au moins pendant la campagne.

La remarque est aussi utile, car elle permet de montrer que le succès de l'entreprise lancée par E. Macron en 2016 s'inscrit, comme beaucoup d'autres partis dans des pays différents, dans ce cadre qui invite à « sortir les sortants ». Ces réactions font écho au sentiment de captation de la politique par un petit groupe. C'est que, en France comme dans d'autres pays, les modalités d'accès au champ politique avaient changé au cours des dernières décennies. L'érection de barrières à l'entrée comme à la progression dans le champ politique a nourri le sentiment de dépossession, d'inaccessibilité du monde politique, ou d'un lieu en vase clos. C'est cette évolution, souvent qualifiée un peu rapidement de « professionnalisation de la politique », qu'il faut éclaircir maintenant.

DES CARRIÈRES POLITIQUES TRANSFORMÉES

Deux évolutions de fond

La recherche conduite en 2015-2016 a permis de mettre en évidence un changement dans l'accès à l'Assemblée nationale au cours des décennies passées. Dans ce cadre, nous avons collecté des données sur les trajectoires personnelles, à la fois politiques et biographiques, des députés élus sous cinq législatures depuis les années 1970 (1978, 1997, 2007, 2012 et 2017). L'objectif était d'alterner des assemblées

à majorité de droite et de gauche, tout en disposant d'un recul historique suffisant pour établir des tendances de long terme. *In fine*, ce sont plus de 2 400 carrières individuelles complètes qui ont été reconstituées. Les résultats étaient parlants.

On retrouve souvent mobilisé à l'appui de la thèse d'une « professionnalisation de la politique » un indicateur assez simple. Il dénombre le pourcentage de députés qui ont occupé, dans un passé plus ou moins récent, un poste d'auxiliaire politique, c'est-à-dire membre d'un cabinet ministériel, dans l'équipe d'un maire d'une grande ville ou encore assistant parlementaires dans les assemblées nationale ou européennes. Ce sont les personnes directement visées par la critique au vitriol énoncée par l'ancienne ministre Michèle Delaunay contre les jeunes gens jamais sortis du « tunnel de la politique », rappelée au chapitre précédent. De ce point de vue, l'évolution est très nette. De la VI^e législature (1978-1981) à la XIV^e (2012-2017), le pourcentage de députés qui ont occupé une de ces positions a plus que doublé, passant de 14,2 % à 32,6 %. La croissance fut prononcée et continue : 23 % en 1997, 29 % en 2007, ils étaient presque un tiers en 2012.

Cette situation n'est, par ailleurs, pas le fait d'un parti. Là encore, les chiffres de l'enquête de 2017 permettent de mettre à mal l'idée répandue selon laquelle cet accès aux positions de pouvoir serait marqué politiquement – souvent à gauche. Il faut dire que pendant longtemps, les trajectoires longues et ascendantes en politique ont été le fait du Parti communiste français (PCF). Celui-ci, fort de son identité ouvrière largement mise en avant, avait mis en place un système de promotions internes qui permettait à un ouvrier, généralement qualifié, de devenir syndicaliste local, puis régional, avant de pouvoir être candidat pour

Le temps long de la Révolution

le parti et, finalement, pour quelques-uns, député. Jusque dans les années 1970, ces figures étaient d'ailleurs présentes au Palais Bourbon. Parmi les plus connues, le futur candidat à l'élection présidentielle André Lajoinie, qui avait arrêté ses études précocement pour aider ses parents dans l'exploitation agricole familiale, avant de devenir militant (1946), permanent (1954), puis secrétaire du parti, d'abord localement (1957) puis à Paris (1963). Il sera finalement élu député pour la première fois en 1978. Bien d'autres pourraient être cités, qui ont suivi un tel chemin de l'ascension par le parti¹.

Au début des années 2010, la situation est bien différente. D'une part, cette filière ascendante n'est plus vraiment disponible. La disparition électorale du PCF, mais plus encore la transformation du recrutement de ce parti politique, ou les exigences (réelles ou supposées) de l'activité politique contemporaine font que les ouvriers ne sont plus recrutés – comme députés ou comme collaborateurs. Surtout, ce modèle s'est diffusé très largement à tous les autres partis. Comme le montre le tableau 1, 36 % des députés socialistes élus en 2012 avaient connu cette étape de carrière, mais presque autant de leurs homologues de droite (32 %). Parmi les partis du centre, les proportions étaient à peu près les mêmes (38 %), quoique les faibles effectifs appellent à un peu plus de prudence. L'augmentation plus forte à gauche tient au fait que, derrière cette appellation commune, se cachent deux principaux types de postes : membre de cabinet ministériel et assistant parlementaire. Or jusqu'en 1981, la gauche n'avait que peu de possibilités de former ses jeunes recrues dans des cabinets ministériels,

1. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

Les candidats

et les postes d'assistant parlementaire n'ont été créés qu'en 1975 à l'Assemblée nationale, un an plus tard au Sénat.

**Tableau 1. Part des députés qui ont occupé
une position de collaborateur politique (en %, arrondi)**

	1978	1997	2007	2012
Droite (RPR-DL puis UMP-LR)	22	22	28	32
Gauche (PS, PRG)	6	24	34	36
Centre (UDF, NC, UDI)	20	31	27	38
Autres	3	4	18	21
Total	14	24	30	33

RPR : Rassemblement pour la République

DL : Démocratie libérale

UMP-LR : Union pour un mouvement populaire – Les Républicains

PS : Parti socialiste

PRG : Parti radical de gauche

UDF : Union pour la démocratie française

NC : Nouveau centre

UDI : Union des démocrates et indépendants

Cette évolution ne concerne pas que les partis de gouvernement. Bien sûr, pour offrir des postes de collaborateurs, il faut disposer de positions dans les ministères, dans une assemblée représentative, dans une collectivité locale d'importance. Mais d'autres positions sont accessibles, que ce soit en tant que permanent de parti, dans des conseils régionaux ou parmi le *staff* des députés européens. Pour ces deux derniers lieux, l'attribution des sièges à la proportionnelle favorise d'ailleurs les partis habituellement contraints par le scrutin majoritaire.

Pour s'en convaincre, on peut considérer les élus du Rassemblement national. Marine Le Pen, héritière du nom et du parti de son père, n'a pas occupé de position de collaboratrice

Le temps long de la Révolution

d'élue. Elle a en revanche, quelques années seulement après l'obtention de son diplôme d'avocat (1992), travaillé pour le parti – d'abord comme juriste (1994), puis comme permanente quand elle devient directrice juridique en 1998. Après quoi elle commence une carrière d'élue, d'abord régionale (1998), puis européenne (2004). Son conjoint de l'époque, Louis Aliot, avait lui été embauché comme directeur de cabinet du président du Front national Jean-Marie Le Pen, tout en exerçant diverses fonctions rémunérées. Au-delà des cas individuels, en 2014, cinq députés européens du Front national sur vingt avaient occupé une position d'auxiliaire politique, et quelques autres avaient eu des activités rémunérées dans le parti. Ces évolutions n'étaient d'ailleurs pas passées inaperçues dans le parti. Dans *Métier : député*, on citait ces propos d'un militant de longue date qui s'inquiétait de cette arrivée massive de collaborateurs :

Condamner la base militante à un rôle de figuration, chasser tous les vrais fidèles pour leur substituer des jeunes diplômés [...] quand on a 23 ans, qu'on est déjà député et qu'on croit devenir député l'année prochaine, on est fidèle à celui qui vous a donné une investiture. Si cela ne prépare pas à une adhésion au système, avec les méthodes du système¹...

Ces éléments, certes mis en avant dans le cadre de luttes internes au parti, témoignent d'une transformation. Ils ont donné lieu à l'émergence d'une critique forte, celle de la « république des collaborateurs », qui auraient saisi le pouvoir.

1. « Marine Le Pen “tente une aventure assez macronienne” et court à l'échec, dénonce Lorrain de Saint Affrique », *France-Soir*, 3 septembre 2016. En ligne : <http://www.francesoir.fr/politique-france/marine-le-pen-tente-une-aventure-assez-macronienne-et-court-lechec-denonce-lorrain> [consulté le 13 août 2020].

Les candidats

Depuis trente ans, un *cursus honorum* s'est développé, et comme on le verra plus loin, le passage par ces positions assure souvent des carrières accélérées et l'accès bien plus fréquent à des positions de ministre. Ce changement ne doit toutefois pas en masquer un autre, plus important car il l'englobe. En effet, la transformation la plus nette du champ politique français entre les années 1970 et le milieu des années 2010, c'est bien l'augmentation du temps passé en politique avant d'accéder à un mandat national. En quarante ans, un allongement spectaculaire de ce chemin vers la députation s'était produit.

Les chiffres sont là aussi évocateurs. De 1978 à 2012, le temps passé en politique avant l'accès à l'Assemblée nationale, que ce soit en mandat ou en tant que collaborateur d'élu ou de permanent politique, avait doublé, passant de 5,7 années à 11,6 pour les primo-députés. Dit autrement, un nouvel arrivant de 2012 avait passé deux fois plus de temps qu'un primo-député élu en 1978, et en moyenne presque douze ans, en politique, avant de faire son entrée au Palais Bourbon. Cette analyse donne des résultats différents des approches classiques, car ces dernières ne prennent en compte que les mandats. Or il faut, si on s'intéresse à l'engagement de long terme, intégrer toutes les positions rémunérées qui ont été occupées en politique. Le changement est alors bien plus net.

Une autre manière encore de présenter ces changements, c'est de calculer le pourcentage de la vie adulte (après 25 ans) passée dans ces positions. Le chiffre était alors passé de 44 % à 61,4 % entre 1978 et 2012. En d'autres termes, les élus de 2012 avaient passé près des deux tiers de leur vie adulte (après 25 ans) actifs et rémunérés en politique. Ces chiffres ne prennent pas en compte les éventuelles années passées à militer dans un parti ou une organisation

Le temps long de la Révolution

de jeunesse, ce qui était le cas d'un certain nombre d'entre eux. De l'autre côté du spectre, le nombre de personnes qui n'avaient eu aucune expérience politique rémunérée avant d'arriver à l'Assemblée nationale s'était lui effondré. Proche de 10 % dans les années 1970, il tombait par la suite dans des chiffres epsilonques.

Les entretiens réalisés avec des élus de la XIV^e législature (2012-2017) sont à ce titre exemplaires de ces longues trajectoires en politique. Un député du Parti socialiste racontait ainsi son long parcours avant son élection en 2012 :

Mon dernier poste, c'est directeur de cabinet d'une collectivité territoriale. Avant, j'étais conseiller technique auprès du président de la région Île-de-France. Avant, collaborateur du groupe socialiste à la région Île-de-France. Avant, collaborateur de cabinet d'une collectivité territoriale. Et dans le même temps, j'étais ATER [chargé d'enseignement temporaire] à Paris-1. Et avant pour payer mes études j'étais libraire ; durant le week-end, et les vacances. Pour gagner de l'argent. Le parcours classique¹.

Des extraits similaires pourraient être cités pour les autres partis, et tous les travaux récents de sociologie des partis politiques confirment ce point. Des partis de droite aux partis écologistes, les modes d'entrée en politique ont changé. En quarante années, le champ politique s'est refermé sur lui-même, en imposant aux candidats, et souvent aux candidats à la candidature, un passage par un long sas probatoire. Les barrières à l'accès au champ politique s'étaient donc élevées, puisqu'il n'était, jusqu'à 2017, presque plus possible d'y accéder sans une implication de long terme, un passage souvent durable par des positions de marge.

1. Entretien, député socialiste, mars 2015.

Les candidats

Dans la suite de ce travail, on analysera les différentes implications de cette attente imposée sur l'engagement et sur la pratique de la politique. À ce stade, on peut faire une première remarque : du point de vue général, on a vu une modification des critères désormais attendus pour accéder à la députation. L'un d'entre eux, c'est désormais l'attente, que les candidats se voient imposer. La file qui s'est constituée devant eux implique que les derniers arrivés doivent attendre leur tour au moins pour un temps. Plus ou moins explicite, plus ou moins ordonnée, cette dernière constitue un premier principe de sélection qu'il est impossible de contourner pleinement. Difficile donc pour des personnes arrivant de l'extérieur de s'imposer rapidement, même si elles disposent de ressources économiques, sociales. Dans le langage de la théorie des champs, cela signifie que les capitaux extérieurs ont été largement dévalués, au profit de sources de valeurs produites à l'intérieur de celui-ci. Comme on le verra, cela rend plus difficile l'accès direct des notables à la politique, qui ne peuvent plus, ou plus autant, être projetés au cœur de la vie politique. Ce déplacement n'est toutefois pas démocratique. L'exigence de diplômes imposée, par exemple, aux collaborateurs parlementaires dont on a vu qu'ils constituaient une filière particulièrement efficace d'accès à la scène politique nationale, limite, elle, l'accès des classes populaires à ces milieux. Une forme d'exclusion (par l'argent, puis par le statut social) avait donc été remplacée par une autre¹.

1. Plus généralement, le cas du champ politique montre, par le passage à la limite, les implications de la revendication de l'autonomie des champs sur l'accès à cet espace. L'autonomie ne saurait en effet être accordée sans conséquences sur l'exclusion d'une très large majorité de la population.

L'extension de l'armée de réserve politique

Que s'est-il passé pour que, des années 1970 aux années 2010, une telle file d'attente se constitue pour accéder aux différents métiers de la politique en France ? Une piste classique consiste à aller voir du côté des partis politiques. Au cours des quarante dernières années, la littérature de science politique s'est attachée à faire sens de leurs transformations. Il est vrai qu'elles sont importantes : si le nombre de partis officiellement enregistrés a largement augmenté au cours des deux dernières décennies (Éric Phélippeau en dénombre 493 en 2017¹), le nombre d'adhérents est lui en chute libre. Le terme de « parti de masse », proposé il y a plus de cinquante ans par Maurice Duverger pour qualifier certains partis de gauche, n'est plus vraiment à la mode – l'antienne de la « fin des partis » l'ayant plus sûrement remplacé². Mais s'ils sont, en tant que lieu principal de la sélection, les principaux maîtres d'œuvre de cette transformation, les partis n'en sont peut-être pas l'origine. Cette remarque est d'autant plus plausible que si tous les partis ont été affectés de façon relativement similaire, c'est que le principe de transformation se trouve certainement à l'extérieur d'eux-mêmes.

Tout en prenant appui sur la littérature sur les partis, et en particulier sur les travaux qui mettent en avant le lien entre les partis et l'écosystème social et politique dans lequel ils s'inscrivent, une hypothèse qu'on voudrait avancer est que la constitution d'une telle file d'attente pour accéder

1. Éric Phélippeau, *L'argent de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018.

2. Sur ce trope et sa critique, voir l'introduction du récent ouvrage d'Igor Martinache et Frédéric Sawicki (dir.). *La fin des partis ?*, Paris, Puf, 2020.

Les candidats

aux métiers de la politique provient d'un changement avant tout morphologique, qui a vu se multiplier les positions rémunérées en politique après 1970. Ce faisant, une véritable armée de réserve politique a vu le jour, formée de personnes prêtes à être candidates quand l'opportunité se présenterait. Assurément, de telles positions existaient déjà avant, et en nombre. Du fait de la structure propre de sa démocratie, la France comptait déjà un nombre important de positions électives, plus de 500 000. La plupart d'entre elles proviennent des conseils municipaux des communes du pays et sont peu rémunérées. Bien plus élevé que dans d'autres pays, ce nombre reflète le nombre élevé de communes du pays (supérieur à 35 000). Ce chiffre est toutefois, depuis vingt ans, en baisse du fait des regroupements de communes.

Le nombre de positions électives au sein d'autres instances avait lui en revanche crû. Légèrement du côté des assemblées parlementaires, avec une augmentation de 482 élus (en 1962) à 577 (après 1986) au Palais Bourbon, et de 264 (en 1964) à 348 (après 2011) au Palais du Luxembourg. Il a surtout très largement augmenté au sein des structures intercommunales, réorganisées et développées depuis les années 1990. On compte aujourd'hui plus de 2 000 établissements publics de coopération intercommunale et plus de 12 000 syndicats de gestion. Au sein des villes de plus de 1 000 habitants, les élus intercommunaux sont élus au suffrage universel direct, et des présidences comme des vice-présidences sont attribuées. Chaque fois, des indemnités sont perceptibles, qui permettent de vivre, au moins partiellement, de la politique¹.

1. On trouvera plus de détails ainsi que des références précises dans Julien Boelaert, Sébastien Michon, Étienne Ollion, *Métier : député...*, *op. cit.* Sur l'intercommunalité, on peut se référer au travail de Fabien Desage et

Le temps long de la Révolution

Tous ces aspects ont été renforcés par les différentes lois sur la décentralisation votées à partir de 1982. Tout en déplaçant le pouvoir local du préfet vers le maire (et plus largement les élus locaux), elles vont aussi participer de la constitution autour des édiles d'équipes propres. Une estimation faisait état de près de 7 500 individus à la fin des années 2000¹. Les collaborateurs d'élus peuvent eux aussi entrer dans une carrière politique depuis ces positions, ainsi que le rappelaient certaines des personnes dont on a rapporté les propos. À ceux-ci, il faut encore ajouter certains fonctionnaires territoriaux, qui peuvent être nommés de manière discrétionnaire par les élus locaux. Différentes réformes de la fonction publique, comme celle de 1999 qui crée des listes d'aptitudes, ont tenté de limiter l'embauche de militants. Sans grand résultat, sinon celui de rehausser les exigences de niveau nécessaire pour y accéder en instaurant des conditions de diplôme.

Le principal moteur des tendances évoquées plus haut tient certainement à la création puis à la généralisation des postes d'assistant parlementaire. Ces personnes, recrutées par le député, l'aident dans son travail du quotidien. Ces positions n'existaient pas avant 1975 à l'Assemblée, et 1976 au Sénat. Tout au plus les élus pouvaient-ils compter sur des « dames secrétaires » pour les aider dans le courrier abondant qu'ils recevaient. À partir du milieu des années 1970, le nombre d'assistants parlementaires va croître continûment, pour atteindre 2 000 aujourd'hui à l'Assemblée, et plus de 1 000 au Sénat.

David Guéranger, *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2011.

1. Didier Demazière, Patrick Le Lidec, « La politique, un objet pour la sociologie du travail », *Sociologie du travail*, 2008, p. 140.

Les candidats

Il faut se garder de voir dans ces postes de pures créations. Les archives de l'Assemblée nationale donnent par exemple à voir des traces de collaborateurs avant 1975. Rémunérés par le député sur ses revenus personnels avant l'instauration d'un crédit collaborateur, ou payés par des entreprises privées ou des établissements publics créés localement par des maires, ils existaient avant 1975. Michel Charasse, qui allait devenir ministre sous différents gouvernements socialistes à partir de 1981, raconte ainsi comment il est entré à l'Assemblée nationale comme assistant de plusieurs députés du Massif central en 1962¹. De même, des secrétaires embauchées par des entreprises publiques ou privées étaient gracieusement mises à disposition des élus. Et plus encore, de nombreuses positions d'entrée ou d'attente en politique étaient alors offertes à côté des institutions centrales du champ politique². Ainsi, la presse partisane, encore florissante dans les années 1970, pouvait offrir des positions intermédiaires. Le quotidien communiste *L'Humanité* ou le défunt quotidien gaulliste *La Nation* ont ainsi servi de point de repli à des élus de leur camp. Jean-Luc Mélenchon, le leader de la France insoumise, a lui été plusieurs mois directeur du mensuel socialiste *La Tribune du Jura*, quand il était membre du Parti socialiste.

S'il convient donc de ne pas voir dans la multiplication des positions électives et non électives qui permettent

1. Nancy Canoves-Fuster, « Les collaborateurs parlementaires sous la Cinquième République. Le cas de l'Assemblée nationale », mémoire de Master 2 « Recherche en science politique », université Panthéon-Sorbonne, 2006, p. 27.

2. Ce que M. Offerlé nomme du terme fleuri de « positions adventices », comme on parle de plantes adventices qui vivent à côté d'autres espèces sans qu'on les ait plantées là. Voir Michel Offerlé, *Sociologie de la vie politique française*, Paris, La Découverte, 2004.

une entrée en politique une radicale nouveauté, il faut bien constater qu'un double changement s'est produit. D'une part, leur nombre a crû fortement. D'autre part, et de manière plus significative, la plupart de ces positions sont désormais officiellement politiques. Les journalistes comme, dans une moindre mesure, les secrétaires mises à disposition des élus pouvaient avoir un intérêt pour l'activité politique, mais ils avaient aussi la possibilité de poursuivre une carrière dans l'entreprise qui les embauchait. Inscrits dans deux univers professionnels, ils n'avaient pas forcément les yeux rivés sur la politique.

La différence est notable, car comme l'a bien montré Lucie Bargel dans son travail sur les entrées en politique, l'accession à des positions de collaborateur permet non seulement de se stabiliser économiquement, mais elle permet aussi de découvrir un espace professionnel. Loin de l'idée, assez récurrente dans le débat public, que les jeunes gens qui s'engagent dans ces positions le font selon un plan de carrière bien établi, Bargel montre comment en réalité, par ces positions, les collaborateurs prennent goût à la politique. Elle montre surtout comment l'horizon d'attente de ces jeunes militants devenus assistants s'ajustait progressivement : d'impensée, la carrière politique devenait possible puis, pour certains, désirable¹.

Là se trouve certainement le principal ressort de la transformation des carrières politiques en France au cours des dernières décennies. La création de positions adjacentes aux élus comme l'interdiction du financement privé à la suite des différentes lois adoptées à partir des années 1980 ont eu pour effet de constituer un groupe de personnes

1. Lucie Bargel, « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », *Sociétés contemporaines*, 2011, n° 84, p. 79-102.

engagées activement et principalement en politique. En plus d'en acquérir les codes et les connaissances (voir chapitre 5), ils y ont pris goût et se sont lancés dans cette carrière à mesure qu'elle devenait possible.

Une comparaison internationale montre que le même phénomène est à l'œuvre dans les pays où le même accroissement de postes s'est mis en place. En Grande-Bretagne, les *Special Advisors* (aussi appelés *Spads*) ont pris une importance croissante dans la politique nationale. Passés par les cabinets ministériels pléthoriques, ils y ont fait leurs armes et sont désormais de plus en plus nombreux à être devenus députés¹. En Suède, un pays connu pour la rotation des mandats plus fréquente que dans d'autres pays, l'accès aux fonctions de député est resté relativement accessible pour des novices politiques. Il faut dire qu'il n'y a qu'un assistant pour six députés, ce qui limite le nombre de personnes qui viennent peupler l'armée de réserve politique. La multiplication des positions de permanent de parti (toute relative en comparaison à d'autres pays comme l'Allemagne) et la structuration des mouvements de jeunesse ont toutefois donné lieu à l'émergence de jeunes élus qui n'ont jamais vécu que de la politique.

Un contre-exemple est fourni par les États-Unis. Depuis les années 1970, une véritable industrie politique s'est créée autour des parlementaires, à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le nombre d'assistants qui les entoure est particulièrement massif, puisqu'il varie entre 30 et 50 par élu. Tout un secteur du travail politique s'y est largement développé. Consulting politique, communication, publicité, sondages, inscription sur les listes électorales, *campaigning* :

1. Ben Yong, Robert Hazell, *Special Advisers. Who They Are, what They Do and why They Matter*, Hart Publishing, 2014.

Le temps long de la Révolution

il existe dans ce pays un monde professionnel entier consacré à l'activité politique. Pourtant, on n'y trouve pas de « professionnalisation politique » au sens d'entrée précoce de personnes qui, à force de patience, accèdent à des positions nationales.

C'est que, dans le champ étatsunien, le relâchement progressif des contraintes sur le financement des campagnes électorales – au point qu'il n'existe presque plus de limite depuis la décision *Citizens United* de 2010 – fait qu'un autre critère est central pour pouvoir s'engager en politique au niveau national : l'argent. Les ressources peuvent ne pas venir de l' élu lui-même, qui peut obtenir le soutien du parti ou, plus certainement, de proches et d'entreprises, mais il est tellement crucial, qu'un *staffer* (assistant parlementaire), un sondeur, un spécialiste de communication politique ou un *organizer* (personne rémunérée pour organiser localement les activités du parti ou d'un mouvement) n'ont que peu de chances de même penser à concourir. Dit autrement, la proximité avec les élus, les savoir-faire ou le développement du goût ne sont pas suffisants, surtout quand des barrières aussi concrètes que la capacité à lever plusieurs dizaines de milliers d'euros pour une campagne locale existent. Ces éléments n'invalident pas l'hypothèse morphologique selon laquelle la file d'attente s'est créée par l'extension de l'armée de réserve politique. C'est que, à la morphologie, il faut ajouter les règles internes au champ – dans ce cas, celle très claire des ressources nécessaires – qui fait que les élus dans l'une des chambres sont dans leur immense majorité millionnaires¹.

1. Nicholas Carnes, *The Cash Ceiling. Why Only the Rich Run for Office – and What We Can Do about It*, Princeton University Press, 2020.

*

Il est rare qu'un discours centré sur le champ politique parvienne à s'imposer comme l'un des thèmes de campagne. D'habitude, ce sont d'autres thématiques – externes – comme la fiscalité, l'écologie, l'insécurité qui dominent. Pas en 2017, où la question de la carrière des élus s'est imposée comme un élément central au débat public. Il faut dire que, des années 1970 aux années 2010, les voies d'accès à la politique nationale avaient changé. On l'a vu, les élus de 2012 avaient passé bien plus de temps rémunérés en politique, que ce soit en tant qu'élu ou en tant que collaborateur. Une partie croissante d'entre eux avaient aussi occupé une position de collaborateur.

Dans le discours public, mais aussi dans les travaux universitaires, ce mouvement a souvent été qualifié de « professionnalisation de la politique ». Les élus seraient, jusqu'à 2017, de plus en plus nombreux à vivre « pour et de » la politique, pour reprendre la célèbre phrase de Weber. Qualifier indistinctement ce phénomène de professionnalisation pose toutefois problème. D'une part parce que, comme on l'a souligné précédemment, ce terme recouvre des sens bien différents : entre les élus qui ont passé trente années en politique après avoir eu un premier mandat, ceux qui ont passé leur vie adulte en politique mais n'ont pas trente ans, des carrières complètement différentes se dessinent, qui gagnent certainement à être distinguées. Par ailleurs, l'inscription dans la lignée de Weber qui est souvent faite tend à occulter que, du point de vue de sa définition, les députés de 2017 ne sont pas moins professionnalisés que ceux de 2012, ou même ceux de 1870. Si le professionnel de la politique est celui qui « vit de la

Le temps long de la Révolution

politique », alors aucune évolution notable n'est perceptible à l'Assemblée depuis le rétablissement de l'indemnité sous le Second Empire.

S'il n'y a pas eu de professionnalisation au sens des carrières individuelles, il y a bien eu une professionnalisation, collective, du secteur d'activité ; l'autonomisation d'un espace doté de règles propres, de modes d'accès prioritaires. Cette professionnalisation-là ressemble alors plus à celle décrite par les sociologues des professions, qui ont mis au jour l'auto-organisation progressive de certaines professions (médecins, avocats, etc.), imposant par là même leurs propres règles de recrutement (filières et diplômes), ainsi que la régulation de l'avancement dans leur secteur d'activité. Ce sont ces règles, bien plus que le fait de rémunérer les élus, qui ont été remises en cause dans les années 2010 en Europe. Les protestations contre les « professionnels de la politique » se comprennent à cette aune : la politique était devenue un milieu fermé – pas en soi, il l'était bien plus à d'autres périodes – si on ne voulait pas y investir le temps nécessaire, prix d'entrée devenu quasi incompressible. Le chapitre suivant revient sur la remise en cause de ce mode d'organisation, son ampleur réelle, et sur les tensions provoquées par cette *Révolution* menée par Emmanuel Macron, comme le prétendait le titre de son ouvrage programme de 2016.